

Olivier COLLET

Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS AU 31 AOUT 2025



1 Passage des Sports 35650 LE RHEU
Tél. : **02 99 60 89 18** - Télécopie 02 99 60 95 91
e-mail : expert@cabinet-collet.org

Olivier COLLET

Commissaire Aux Comptes

~

Siret: 390 532 539 00017 - A.P.E.: 741C

La Fabrik

« Ecole de Musique Associative Liffré-Cormier »

8 Rue du Général de Gaulle

35 140 Saint Aubin du Cormier

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Du 25 Novembre 2025

Statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 Août 2025

Olivier COLLET

Commissaire Aux Comptes

~

Siret: 390 532 539 00017 - A.P.E.: 741C

Sommaire

Contenu

1 – Opinion	3
2 – Fondement de l'opinion	3
2.1 – Référentiel d'audit	3
2.2 – Indépendance	3
3 – Justification des appréciations	4
4 – Vérifications spécifiques	4
5 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels	4
6 – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels	5

Association La Fabrik,

Exercice clos le 31 Août 2025,

Rapport du Commissaire Aux Comptes
sur les Comptes annuels

A l'Assemblée Générale,

1 – Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association La Fabrik «Ecole de Musique Associative Liffré-Cormier » relatifs à l'exercice clos le 31 Août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 – Fondement de l'opinion

2.1 – Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 – Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période allant du 1er septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Olivier COLLET

Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires Aux Comptes Ouest Atlantique

3 – Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et des principes comptables suivis par votre association et exposés dans votre annexe, nous avons vérifié le caractère approprié de ces méthodes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4 – Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

5 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

6 – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'entité.

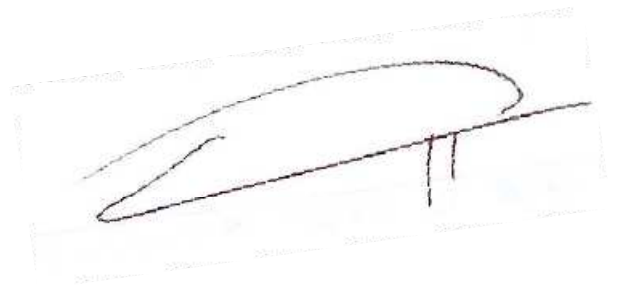
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à LE RHEU
Le 20 Novembre 2025

Olivier COLLET
Commissaire aux Comptes

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Olivier Collet', written over a faint grid background.

Bilan de LA FABRIK

ACTIF	Exercice 31/08/2025			31/08/2024	PASSIF	Exercice 31/08/2025	Exercice 31/08/2024
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net		Net	Net
Actif immobilisé:					Fonds propres		
Immobilisations incorporelles					Ecart de réévaluation		
- Fonds commercial					Réserves		
- Autres					- Réserve légale		
Immobilisations corporelles	100 822	84 882	15 940	18 402	- Réserves réglementées		
Immobilisations financières					- Autres		
TOTAL I	100 822	84 882	15 940	18 402			
Actif circulant:					Report à nouveau	120 167	116 685
Stocks et en-cours (autres que marchandises)					Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-8 817	3 482
Marchandises					Subventions d'investissement		
Avances et acomptes versés sur commandes					Provisions réglementées		
					TOTAL I Fonds propres	111 350	120 167
Créances:					Provisions pour risques et charges (II)		
Clients comptes rattachés					Dettes		
Autres	19		19	4 226	Emprunts et dettes assimilées		
Valeurs mobilières de placement					Avances et acomptes reçus sur commandes		
Disponibilités (autres que caisse)	108 311		108 311	122 480	Dettes fiscales et sociales		
Caisse	46		46	77	Fournisseurs et comptes rattachés	5 378	7 743
Subventions à recevoir					Autres	9 192	18 858
TOTAL II	108 375		108 375	126 783	TOTAL III	14 570	26 601
Charges constatées d'avance (III)	1 605		1 605	1 583	Produits constatés d'avance (IV)		
TOTAL GENERAL (I+II+III)	210 802	84 882	125 920	146 768	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	125 920	146 768

Olivier COLLET

Commissaire Aux Comptes

Compte de résultat La FABRIK

CHARGES (Hors taxes)	Exercice 31/08/25 Net	Exercice 31/08/24 Net	PRODUITS (Hors taxes)	Exercice 31/08/25 Net	Exercice 31/08/24 Net
CHARGES D'EXPLOITATION			PRODUITS D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises			Ventes de marchandises		
Variation de stock (marchandises)			Ventes de prestations de services	171 093	151 270
Achats d'approvisionnement	6 228	3 325	Production stockée		
Variation de stock (approvisionnement)			Production immobilisée		
Autres charges externes	44 851	38 360	Concours publics & Subventions d'exploitation	170 042	159 785
Impôts, taxes et versements assimilés	1 326	1 721	Autres produits	3 360	3 356
Rémunération du personnel	237 366	216 728	Reprises sur provisions		0
Charges sociales	54 582	47 655	PRODUITS FINANCIERS	2 080	3 793
Dotations aux amortissements	6 869	8 767			
Autres charges					
CHARGES FINANCIERES					
TOTAL I	351 221	316 556	TOTAL I	346 575	318 204
CHARGES EXCEPTIONNELLES (II)	4 171		PRODUITS EXCEPTIONNELS (II)		1 833
IMPOTS SUR LES BENEFICES (III)					
TOTAL DES CHARGES (I+II+III)	355 392	316 556	TOTAL DES PRODUITS (I+II)	346 575	320 037
BENEFICE OU PERTE	-8 817	3 482			
TOTAL GENERAL	346 575	320 038	TOTAL GENERAL	346 575	320 037

Olivier COLLET

Commissaire Aux Comptes

Annexe au bilan et au compte de résultat

Règles et méthodes comptables

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 août 2025 dont le total est de 125 920 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat négatif de 8 817 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} septembre 2024 au 31 Août 2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels. Ces comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

I - Informations générales et faits significatifs de l'exercice

Objet social et caractéristiques de l'activité :

La Fabrik assure différentes activités et vise le développement local d'une culture musicale et plus généralement artistique et/ou toute activité validée par le CA, le bureau ou le « bureau élargi ».

Pour réaliser son objet, l'association perçoit à la fois des contributions familles et des subventions. Cela lui permet de payer ses frais fixes, ses salariés ainsi que le renouvellement du matériel et plus particulièrement des instruments de musique.

Faits marquants de l'exercice :

Rattrapage monétaire des éléments de maîtrise professionnelle, encore jamais réalisé et embauche d'une secrétaire comptable à compter de début mars. Par ailleurs dans le cadre de la politique de fidélisation des enseignants, une prime ponctuelle et non automatique a été accordée aux salariés en poste au 30/07/2025.

Au niveau de la gouvernance, il y a eu un changement de président après six années sous la même présidence et un changement de trésorier après plus de dix ans aux mains de la même personne ; enfin la convention tripartite liant les deux communautés de communes, Liffré-Cormier-Communauté et Fougères Agglomération, à La Fabrik a été amendée et renouvelée pour les quatre prochaines années.

II - Informations au titre méthodes comptables

Référentiel comptable utilisé :

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur, résultant des règlements du comité de la Réglementation Comptable (CRC).

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au plan comptable général.

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC 2018-06 applicable à compter du 1^{er} janvier 2020 et relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Olivier COLLET

Commissaire Aux Comptes

Méthode d'amortissement et dépréciations :

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat + frais accessoires), mais hors coût d'emprunt.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Logiciels 3 ans

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat + frais accessoires), mais hors coût d'emprunt.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- Agencement et aménagement du terrain	5 à 10 ans
- Construction sur le terrain	10 à 20 ans
- Agencements et aménagements des constructions	3 à 20 ans
- Installations techniques pédagogiques	3 à 5 ans
- Matériel de transport.....	5 ans
- Matériel et mobilier de bureau.....	3 à 7 ans
- Matériel de musique et sonorisation	6 ans
- Mobilier	5 à 10 ans
- Autres	3 à 5 ans

Méthode des amortissements par composants

Une nouvelle loi dite "IFRS" instaure depuis le 01/01/2006 un nouveau mode d'amortissement des biens immobilisés par composants.

Seuls les biens acquis à compter du 01/01/2009 bénéficient de ce mode d'amortissement,

Subventions Investissement

Néant

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

L'association ne détenant pas ce type de placement, à la clôture de l'exercice, aucune provision n'est constatée.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Information complémentaire

Amortissement réalisé sur les biens acquis avec une valeurs supérieurs à 600 euros TTC avec une durée d'usage supérieure à un an.

Olivier COLLET

Commissaire Aux Comptes

III - Informations relatives aux opérations inscrites au bilan et au compte de résultat

Etat de l'actif immobilisé, amortissement et dépréciations de l'actif immobilisé

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS (au 31/08/2025)

		Valeur Brute N-1	Augmentation	Diminution	Valeur brute à la clôture
- <u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u>					
205	Logiciel				- €
2051	Logiciels				- €
- <u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>					
- <u>AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>					
2156	Matériel pédagogique				- €
2182	Matériel de transport				- €
2183	Matériel de bureau et d'informatique	4 719,61 €	553,98 €		5 273,59 €
2187 Matériel de musique		91 695,64 €	3 859,69 €		95 548,23 €
21851	Matériel et outillage pédagogique				- €
2188	Autres matériels				- €
TOTAL		96 415,35 €	4 406,57 €	0,00 €	100 821,82 €

Olivier COLLET

Commissaire Aux Comptes

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS (au 31/08/2025)

		Amort. Cumulés N-1	Dotations de N	Diminution de N	Amort. cumulés à la clôture
<u>- IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u>					
2805	Amort. du logiciel				- €
<u>- AMORT. DES IMMOBILISATIONS CORPORELLLES</u>					
2812					- €
28131	Amort. des constructions sur terrains propres				- €
28135					- €
28156	Amort. du matériel pédagogique				- €
28182	Amort. du matériel de transport				- €
28183	Amort. du matériel de bureau	3 165,47 €	915,04 €		4 080.51 €
281841	Amort. du mobilier d'enseignement				- €
28187	Amort. du matériel musique et sonorisation	74 847,48 €	5 953,88 €		80 801,36 €
28188	Amort. autres matériels				- €
<u>- AMORT. DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</u>					
2861	Titres de participation				
2872	Titres immobilisés				
2874	Prêts et autres créances immobilisées				
2875	Dépôts et cautionnements versés				
TOTAL		78 012,95 €	6 868,92 €		84 881,87 €

Olivier COLLET

Commissaire Aux Comptes

Provisions pour risques et charges

Provision pour Indemnité Départ à la Retraite

La provision pour indemnité de départ à la retraite correspond à l'évaluation des droits acquis, par l'ensemble des salariés de l'établissement, au titre de leur indemnité de départ en retraite telle qu'elle est prévue par la convention collective « Métiers ECLAT » applicable.

Pour l'ensemble des salariés, le calcul a été effectué selon les modalités définies dans les conventions collectives en vigueur au 31 août 2025.

Critères retenus :

- Taux d'actualisation financière annuel des sommes investies : 2 %.
- Taux de charges patronales moyen pour les cadres : 40 %.
- Taux de charges patronales moyen pour les non-cadres : 18 %
- Taux d'évolution salaire minimum : 0 %.
- Taux d'évolution salaire maximum : 2 %
- Taux d'évolution salaire moyen : 1,82 %
- Turn-over : Faible.
- Age de départ : 64 ans

L'engagement total de l'association était de 36 505,45 € au 31 août 2025.

TABLEAU DES PROVISIONS (au 31/08/2025)

Nature		Montant début	Augmentation de l'exercice	Montant non utilisé repris au cours de l'exercice	Montant utilisé au cours de l'exercice	Report à nouveau	Montant de la provision à la fin de l'exercice
			(+)	(-)	(-)	(+) ou (-)	
- PROVISIONS POUR CHARGES							
153	PROVISIONS POUR DEPART EN RETRAITE						
157	PROVISIONS POUR CHARGES						- €
1581							
- PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS							
491	COMPTES USAGERS :						- €
59	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT						
TOTAL		- €	- €	- €	- €	- €	- €

Olivier COLLET

Commissaire Aux Comptes

Informations relatives aux fonds propres

TABLEAU DES FONDS PROPRES (au 31/08/2025)

Nature		Montant début	Augmentation de l'exercice	Diminution	Report à nouveau	Montant de la provision à la fin de l'exercice
			(+)	(-)	(+) ou (-)	
FONDS PROPRES						
1068 2	RESERVES POUR INVESTISSEMENTS					
110	REPORT A NOUVEAU	116 685 €	3 482 €			120 167 €
129	RESULTAT DE L'EXERCICE			8 817 €		-8 817 €
SUBVENTIONS INVESTISSEMENT						
131	SUBVENTIONS INVESTISSEMENTS BRUTE	47 000 €				47 000 €
139	SUBVENTIONS INVESTISSEMENT AMORTIES	- 47 000 €				- 47 000 €
	<i>Sous total VNC des SI restant à amortir</i>					
TOTAL		116 685 €	3 482 €	8 817 €	€	111 350 €

Ressources dédiées à un projet défini non totalement utilisées et transférées à un autre projet

Aucune ressource de ce type n'a été identifiée par La Fabrik.

Fonds dédiés

Aucun fond dédié n'est à constater à la clôture de cet exercice.

Stocks

Aucun stock n'est à constater à la clôture de cet exercice.

Olivier COLLET

Commissaire Aux Comptes

Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

TABLEAU DES ECHEANCES DES CREANCES (au 31/08/2025)

	Créances	Montant	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
	- <u>ACTIF IMMOBILISE</u>			
	Prêt	- €	- €	- €
	TOTAL I	- €	- €	- €
	- <u>ACTIF CIRCULANT</u>			
40	Avances et acomptes versés			
41	Créanciers usagers			
42	Personnel			
43	Organismes Sociaux			
44	Etat			
	- Subv. D'exploitation			
45	Groupe			
46	Débiteurs divers			
	TOTAL II	- €	- €	- €
	Charges constatées d'avance	1 605,00 €	1 605,00 €	
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	1 605,00 €	1 605,00 €	

Olivier COLLET

Commissaire Aux Comptes

TABLEAU DES ECHEANCES DES DETTES (au 31/08/2025)

	Dettes	Montant	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
- <u>EMPRUNTS</u>					
1644	Emprunt			- €	- €
1688	Intérêts courus				
	TOTAL I	- €	- €	- €	- €
- <u>AUTRES DETTES</u>					
40	Fournisseurs approv. et immo	5 378,19 €	5 378,19 €		
41	Familles-Usagers	- €	- €		
42	Personnel	- €	- €		
43	Organismes sociaux	9 006,28 €	9 006,28 €		
44	Etat	185,70 €	185,70 €		
45	Groupe	- €	- €		
46	Créditeurs divers	- €	- €		
	TOTAL II	14 570,17 €	14 570,17 €		
	<i>Produits constatés d'avance</i>	- €	- €		
	TOTAL III	- €	- €		
TOTAL GENERAL (I + II + III)		14 570,17 €	14 570,17 €		- €

Olivier COLLET

Commissaire Aux Comptes

Concours publics et subventions de l'exercice (Investissement et fonctionnement)

TABLEAU DES DETAILS SUBVENTIONS (au 31/08/2025)

	Conseil Régional de Bretagne	Conseil Général d'Ile-Et- Vilaine	Communes et Communautés de Communes	Autres financeurs
Subventions d'investissement		-	-	
<i>Sous-total</i>		-	-	
Subventions d'exploitation				
- Fonctionnement de l'école de Musique		18 526,00 €	150 324,00 €	
- Divers				1 192,00 €
<i>Sous-total</i>		18 526,00 €	150 324,00 €	1 192,00 €
TOTAL GENERAL		18 526,00 €	150 324,00 €	1 192,00 €

Olivier COLLET

Commissaire Aux Comptes

Produits à recevoir- Charges à payer – Produits et charges constatées d'avances

TABLEAU DES PAR/ CAP/PCA et CCA (au 31/08/2025)

<u>PRODUITS A RECEVOIR</u>	
Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/08/2025
Prêts	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	
- 4687 Produits à recevoir	
Valièrès mobilières de placement	
- 5187 Intérêts courus à recevoir	

<u>CHARGES A PAYER</u>	
Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/08/2025
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
- 5186 Intérêts courus à payer	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
- 401 Factures fournisseurs non réglée	560,03 €
- 408 Factures non reçues	4 818,16 €
Dettes fiscales et sociales	9 191,98 €
Autres dettes	
- 4686 Charges à payer	
	14 570,17 €

Olivier COLLET

Commissaire Aux Comptes

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

	31/08/2024
- 487 Produits constatés d'avance	

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

	31/08/2024
- 486 Charges constatées d'avance	1 605,00 €

IV – Informations relatives aux opérations non inscrites au bilan

Engagements financiers donnés et reçus

- Engagements reçus : Néant.

V – Autres informations

Effectif moyen employé

L'ETP moyen sur cet exercice a été de 7.7.

Informations sur les opérations et engagements envers les dirigeants (membres des organes d'administration et/ou de direction)

Rien à signaler

Olivier COLLET

Commissaire Aux Comptes



Informations relatives aux contributions volontaires

L'association recense le temps passé par ses membres bénévoles.

Le temps passé par le bureau pour les Conseils d'Administration et les Assemblées Générales est compté, mais n'est pas valorisée.

La valorisation a été faite en attribuant un taux horaire non chargé, applicable à chaque tâche, en fonction de la technicité de celle-ci.

Sur l'exercice 2024/2025, le temps passé par les bénévoles s'élève à 1 314 heures pour un total estimé à 15 610,32 €, sur la base d'une valorisation au SMIC horaire brut non chargé, au 1er janvier 2025.

Utilisation des locaux de la commune de Saint-Aubin du Cormier :

Pour l'enseignement de la musique, la commune de Saint-Aubin-du-Cormier met à disposition les locaux de l'Espace Loisirs et Culture à titre gratuit à l'association La Fabrik.

Le coût du fonctionnement de l'école supporté par la Municipalité de Saint Aubin du Cormier s'élève à 32 132,81 € au titre de l'année 2024-2025. La valeur locative du bâtiment mis à disposition, n'a quant à elle pas été estimé.

Evénements post-clôture

Aucun événement post-clôture n'est à signaler.

Olivier COLLET

Commissaire Aux Comptes